

Services aux familles :

L'INCOHÉRENCE DE QUÉBEC SÈME L'INQUIÉTUDE !

Montréal, le 13 avril 2005 – « Comment peut-on vouloir, en même temps, améliorer les liens travail-famille, bonifier la politique familiale du Québec et penser couper 60 millions de dollars dans les services aux familles ? ». C'est la question que se posent à l'unisson, et depuis quelques semaines, les membres de la Coalition pour l'amélioration des services aux familles, constituée d'organismes communautaires famille, d'organismes oeuvrant dans les services de garde éducatifs, de groupes féministes et d'économie sociale, de centrales syndicales et d'organismes municipaux. Cette question a jusqu'ici suscité plus d'inquiétudes que de réponses.

C'est que les membres de la Coalition sont convaincus qu'une telle coupure mettrait en péril toute une gamme de services importants offerts aux familles – et particulièrement à celles plus en difficulté – comme par exemple :

- les services terrain offerts par de multiples organismes communautaires auprès des familles;
- l'offre de lieux de formation et d'entraide pour les parents;
- le soutien aux municipalités dans le développement de politiques familiales et de milieux de vie attirants pour les familles;
- la qualité des activités éducatives à nos enfants dans les services de garde.

En somme, la coupure présumée attaquerait la capacité d'action des réseaux d'entraide et affecterait malheureusement le tissu social. Cela sans compter que ces coupures risqueraient de compromettre la qualité des emplois des gens qui travaillent dans le réseau.

Une telle coupure serait d'autant plus désolante que, d'une part, des pas intéressants avaient été franchis en matière de soutien aux parents l'an dernier lors du dépôt du budget par l'ex-ministre Séguin et que, d'autre part, le Gouvernement du Québec recevra 168 M\$ d'argent frais du Gouvernement fédéral pour chacune des années 2004 et 2005, un montant qui sera haussé à 294 M\$ pour les années suivantes.

Tout ça pour... 3\$ par semaine ??

Les membres de la Coalition ajoutent donc leur voix à tous ceux et celles qui ont enjoint, au cours des dernières semaines, le Gouvernement du Québec à oublier ses promesses de baisse d'impôts.

Premièrement, une coupure de 60 M\$ dans le budget des mesures d'aide à la famille et à l'enfance du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) ne se traduirait que par un maigre 3\$ par semaine par contribuable en gain d'impôt.

Deuxièmement, une telle politique serait profondément inéquitable : l'argent passerait de la poche des familles plus démunies à celle des contribuables qui paient de l'impôt, donc bénéficiant déjà de revenus moyens ou élevés.

Nombreuses inquiétudes du côté des organismes famille

Du côté de organismes qui travaillent avec les familles, les perspectives ne sont guère réjouissantes. Le MFACF a déjà annoncé aux regroupements d'organismes communautaires familleS que le budget des organismes serait amputé de 900 000 \$ en 2005-2006.

Ainsi, quelques centaines d'organismes qui accueillent des familles et qui mettent sur pied des activités d'animation et de soutien voient leur action passablement limitée. Pour Louise Vanier, vice-présidente de la FQOCF, le secteur d'activités était déjà en retard dans son développement, mais: « le bât blesse davantage chez la centaine d'organismes qui bénéficiaient de budgets déjà modestes de 44 000 \$ et qui seront amputés de 10 000 \$ ».

En milieu municipal, les craintes sont aussi présentes. La coupure de 60 M\$ appréhendée risque fort de compromettre le programme de soutien aux municipalités dans le développement des politiques familiales, créé en 2002 par le MFACF. Le monde municipal craint en fait de se retrouver avec des responsabilités supplémentaires sans qu'on ne lui fournisse les moyens financiers pour s'acquitter de ces responsabilités.

Or, plus de 200 municipalités ont pris le virage famille au cours des dernières années en développant des politiques spécifiques. Elles ont investi des sommes importantes afin de créer des milieux de vie attirants pour les familles. Pour Réjane T. Salvail, première vice-présidente du Carrefour action municipale famille et maire de Sainte-Anne-de-Sorel : « Le risque est grand que les municipalités qui ont investi dans des projets depuis 2003 abandonnent ces projets si le programme n'est pas reconduit. On fragiliserait une fois de plus la capacité des villes à garder et attirer les familles en régions ».

Inquiétudes tout aussi nombreuses du côté des CPE

La perspective de coupures de 60 M\$ provoque aussi de fortes inquiétudes du côté de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE). L'AQCPPE croit qu'il est complètement irréaliste de penser qu'on puisse amputer davantage dans un réseau qui a déjà subi des compressions de 40 M\$ au cours des deux dernières années.

Plus de 80% du budget d'un CPE est composé de mesures normées incompressibles. Pour absorber de nouvelles coupures, les CPE pourraient donc être contraints de sabrer dans des postes comme les repas des enfants, les activités éducatives, la formation continue, le matériel pédagogique ou l'entretien.

Quelque soit le scénario de coupure envisagé, on remet en cause la qualité des services dans les CPE et la qualité des emplois dans ce réseau. Selon Johanne Roy, membre du conseil d'administration de l'AQCPPE et directrice d'un CPE : « la décision d'effectuer une nouvelle coupure dans le budget des services de garde aurait des effets néfastes sur le développement du réseau, mais surtout sur le maintien de la qualité des services ».

- 30 -

SOURCE : Coalition pour l'amélioration des services aux familles

POUR INFORMATION : Fédération des femmes du Québec

...
...

514.876.9965
Fédération québécoise des organismes communautaires famille
...
450.466.2538

Association québécoise des centres de la petite enfance
Johanne Roy
...

Carrefour action municipale et famille
Marc-André Plante
450.466.9777

Confédération des syndicats nationaux
...
...

Centrale des syndicats du Québec
...
...

Chantier de l'économie sociale du Québec
Jean Robitaille
514.899.9916, #226
514.795.8444